

Philippe Genestier

LE SORTILÈGE DU QUARTIER : QUAND LE LIEU EST CENSÉ FAIRE LIEN

CADRE COGNITIF ET CATÉGORIE D'ACTION POLITIQUE

S'il est une évolution marquante des idées et des pratiques dans le domaine des politiques publiques, c'est le changement de l'échelle à partir de laquelle est considéré le monde social. En une génération le système de compréhension de type déterministe et holiste, qui s'imposait à l'imaginaire de tous, a été délaissé. Selon lui les faits d'importance relevaient de la macro-économie, de la démographie et du mouvement de grands collectifs. Mais depuis les années 1970 un autre système d'intelligibilité s'est progressivement forgé et répandu. Caractérisons-le, pour être bref, par les épithètes « d'individualisme », de « pragmatisme » et « d'herméneutique »¹. C'est-à-dire un système de lecture du monde où les structures englobantes et socialisatrices (la nation, la classe, par exemple) semblent s'être éclipsées et où la vision d'une détermination du destin de chacun par les lames de fond de l'histoire a été remplacée par les micro-élaborations, par les interactions que l'individu déploie dans son milieu et ses réseaux. Dans le même temps, la persistance d'un monde commun, d'une régulation sociale (que l'on qualifie d'ailleurs aujourd'hui par l'expression « lien social », terme significatif par les connotations basistes et élémentaristes qu'il véhicule), semble relever de l'accès de tous les individus à un code de significations partagées : une intersubjectivité.

La question qui se pose alors est la suivante : si, dans l'imaginaire déterministe et holiste, l'espace physique et l'échelle du lieu étaient considérés comme seconds, voire secondaires, dans l'imaginaire qui domine aujourd'hui, le rôle et la fonction accordés à l'espace local ne se trouvent-ils pas revalorisés de fait? Autrement dit, puisqu'il semble avéré que dans les années 1960 une unité de pensée existait, qui découlait du partage de mêmes catégories de pensée et de mêmes cadres de raisonnement (le structuralo-fonctionnalisme liant intimement l'action publique urbaine, centralisée et « technocratique », avec l'épistémologie déterministe et holiste des sciences sociales d'alors), aujourd'hui un accord de fond ne règne-t-il pas semblablement quant à la conception de la nature du réel? Ce qui produisit à l'époque une accréditation réciproque des partenaires secréta aussi une puissante légitimité à agir; et cela malgré l'occultation d'une part de la réalité qui en

découlait (les travaux de Jean Maglione et de Jacques Dreyfus, notamment, en témoignent). Un tel travers ne risque-t-il pas de se manifester à nouveau? Si une communauté de perception du monde social s'établit entre les orientations scientifiques du moment et les nouvelles politiques locales, celle-ci n'est-elle pas, une fois encore, porteuse de possibles effets de distorsion ou de leurre? Affronter cette question suppose d'analyser quelles sont les conditions matérielles et idéologiques qui imposent aujourd'hui le rapprochement entre savoir et action, et quels sont les effets de l'unanimité qui en découle²?

Il existe aujourd'hui une pensée répandue, cohérente et opératoire, qui tire sa force de conviction à la fois de sa nature morale (l'accès de tous à la ville, à la « civilisation urbaine », à « l'espace public », à la « reconnaissance »... énoncés comme des remèdes aux « fragmentations urbaines », aux « déchirures du tissu spatial et social », aux « ségrégations »...) et d'une épistémologie individualiste et subjectiviste³ (l'individu vu comme sujet éprouvant et comme personne éprise d'estime de soi et de reconnaissance par autrui). Il s'en suit une focalisation du regard, à la fois pour établir le diagnostic et pour concevoir la thérapeutique, sur l'espace à l'échelle de l'espace physique : la ville, le quartier. Comment cette focalisation de l'attention et cette circonscription de l'imaginaire technique et politique ont-elles été rendues possibles, alors qu'une telle pos-

1. Sur le « tournant pragmatique et herméneutique des sciences sociales », cf. F. Dosse, *L'empire du sens*, éd. La Découverte, 1995.

2. Il convient de préciser la nature de mon propos : il ne s'agit nullement de nier qu'il existe des zones où se concentrent des populations en grande difficulté, que des situations d'urgence s'imposent aux gestionnaires de ces territoires. Ce qui sera ici interrogé, c'est selon quel schème de pensée en arrive-t-on à référer aujourd'hui la cause du malaise social de ces quartiers, au moins en partie, à ces quartiers eux-mêmes?

3. Cf. les tendances des sciences sociales représentées, par exemple, par la « sociologie de la honte » de V. de Gaulejac, *Les sources de la honte*, Desclée de Brouwer, 1996, ou *La sociologie de l'esprit*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997, et *La phénoménologie du lien civil*, de P. Pharo, Paris, l'Harmattan, 1992.

ture semblait relever de la naïveté, ou même d'une coupable cécité, il y a seulement vingt ans⁴?

Comment et pourquoi, dans le cadre général de la pensée contemporaine, s'est imposée une nouvelle représentation du réel correspondant à l'adoption d'une focale courte d'appréhension de celui-ci le réduisant à sa phénoménalité, c'est-à-dire aux faits extérieurs qui se manifestent de manière sensible à la conscience des sujets?

De quelle nature sont les correspondances qui se sont établies entre une échelle spatiale spécifique, celle du « lieu », et la lecture que l'on fait actuellement du réel conduisant à percevoir le local en tant qu'ordre de réalité privilégié? Comment cette lecture engage-t-elle, de par sa conception même de ce qui est constitutif du réel, une focalisation sur la matérialité sensible, c'est-à-dire sur l'espace et le groupe avec lesquels les individus peuvent entretenir une relation concrète? Quelles sont les raisons de l'émergence et de la diffusion de cette lecture? Et quel est le contenu du système conceptuel en vigueur où s'articulent, d'une part, une grille de présélection dans le foisonnement de l'existant de ce qui est censé être significatif ou pertinent et, d'autre part, un cadre de compréhension et d'interprétation de ce qui a été sélectionné?

Dans le système actuel, ce qui apparaît comme le plus innovant par rapport au système précédent, déterministe et holiste, c'est que le territoire, en son étendue et en ses formes, n'est plus considéré comme accessoire ni comme un simple produit et reflet. Ainsi, *de facto*, l'échelle du « lieu » s'en trouve privilégiée et même *a priori* accréditée en tant qu'instance à la fois socialement valide (et donc techniquement et politiquement efficace) et scientifiquement pertinente.

Une telle option théorique, qui s'est répandue dans nombre de secteurs de la pensée, et au premier chef dans les sciences humaines, devient alors une autorisation et une incitation à adopter pour l'urbanisme l'échelle de la « ville » et des « quartiers ».

Le quartier comme problème et comme solution

Quel est le domaine où les notions et les représentations post-holistes, où les imputations et les inférences de type post-déterministe se révèlent le plus explicitement si ce n'est celui de la politique de la ville? Prenons cet exemple non pour lui-même mais, comme nous y invite Jacques Donzelot dans *L'État animateur*, pour sa capacité à être un révélateur des orientations nouvelles des politiques publiques dans leur ensemble. En effet, on y voit s'exprimer des orientations épistémologiques et idéologiques en vigueur, et on y perçoit à quel point elles se révèlent propices à un discours sur le local, le territoire, l'urbain, c'est-à-dire à un raisonnement où la notion de quartier, en tant qu'échelle et en tant qu'instance de socialité, est érigée au statut d'objet pertinent.

Politique de la ville et querelle des échelles

Entre les DSQ et les Contrats de ville, une « inflexion forte » avait été introduite dans la politique de la ville. Le passage du quartier à l'échelon intercommunal, voire à l'agglomération, fut argumenté par la nécessaire prise en compte des bassins d'emplois ou de vie et, corrélativement, de l'obligation de relier les quartiers à l'agglomération en les « désenclavant ».

Mais le débat agglomération/quartier n'est pas le plus éclairant car ces deux échelles sont identiquement porteuses des mêmes présupposés sur l'effet du milieu. Seule l'aire à partir de laquelle on présuppose l'exis-



Aulnay-sous-Bois, cité des 3000.

tence de cet effet change quelque peu. Le même constat vaudrait pour le mot « ville », devenu très fortement et favorablement connoté quand la politique de DSQ a évolué vers la « Politique de la ville » : entre la focalisation sur le quartier et celle sur la ville, il y a certes une différence de circonscription géographique mais il existe un même postulat concernant la capacité de la dimension concrète et spatiale du cadre géographique à être un facteur correctif ou compensateur des handicaps économiques et culturels.

Cependant, au-delà de la querelle sur le bon cadrage local de l'intervention, un autre balancement est perceptible entre une pensée jacobine qui valorise l'action étatique et macro-économique comme possibilité de

4. Pour convaincre le lecteur du fait que dans ce diagnostic, qui se présente comme un fait objectif et évident, il y a quelque chose de construit et de contingent, rappelons qu'il y a quelques années encore, à partir du constat de la souffrance liée à la résidence, la solution proposée aurait été non d'en réhabiliter l'image mais plutôt de transférer aux résidents suffisamment de ressources pour qu'ils puissent s'autonomiser et devenir indifférents à l'image extérieure de leur quartier.

solution structurelle à la crise sociale, dont la question urbaine n'est alors perçue que comme une incidente (position affichée en juin 1981, en juin 1986 puis en juin 1997), et une pensée qui, au contraire, retient la dimension spécifiquement urbaine, en focalisant au nom de l'urgence sur «les quartiers de la banlieue». Remarquons qu'à chaque fois il n'a suffi que de quelques émeutes pour que l'approche locale, par le quartier et par la ville, dont les nouveaux gouvernants affirmaient *a priori* se méfier, fasse retour aussitôt.

La proximité et la territorialité, l'inculcation de l'impératif éthique

On trouve dans les documents de présentation des principes de la politique de développement social des quartiers et de la politique de la ville de récurrentes constructions discursives qui attribuent *a priori* une capacité opératoire à l'espace.

Où et comment ces postulats se sont-ils énoncés le plus fermement? Au sein de la littérature grise des rapports de recherche et des rapports de présentation des opérations de réhabilitation des quartiers, on trouve des formulations à ce point convergentes qu'elles peu-



Garges-les-Gonesses.

vent être rapportées à un air du temps. Mais pour saisir ce dernier, la lecture de la revue *Esprit* s'est révélée fort éclairante. Revue phare de la fin des années 1980, celle-ci, qui fut toujours humaniste et non communiste, recueille les dividendes de la chute du mur de Berlin et acquiert une autorité intellectuelle particulière auprès des décideurs politiques. Plus précisément, c'est à elle que le gouvernement de Michel Rocard et la DIV attribuent la mission de définir les orientations théoriques de la politique de la ville. Ainsi se nouèrent des relations fortes entre une part du monde intellectuel et une administration de mission qui cherchait à

lier les échelons locaux et centraux et qui entendait promouvoir une gestion réformatrice, expérimentale et ciblée. Cette alliance était d'autant plus facile à sceller que l'option civique et morale de ces intellectuels procédait d'une orientation de pensée humaniste, hostile à «la pensée du soupçon», c'est-à-dire à la démarche cherchant à expliquer le réel par la révélation des déterminations agissant en-deçà des phénomènes apparents et de la conscience des individus.

Parmi les constructions discursives qui émanent de ces rencontres, celle centrée sur la thématique de la proximité, du territoire, du rapprochement, du proche et du prochain est des plus évidentes. De multiples connexions ont été repérées dans le corpus, qui lient le quartier, la proximité, l'identité et la subjectivité. C'est le cas notamment avec la thématique de la territorialité, c'est-à-dire de la capacité d'un lieu à être un territoire supposé constitutif d'une identité collective, à qui on peut alors conférer le statut de terreau dans lequel cultiver une politique de prévention (animation sportive et culturelle, mais aussi police et justice «de proximité») et d'implication («socialisation», «éducation citoyenne», «initiation aux valeurs de la démocratie»...).

La terminologie est alors stabilisée et fort utilisée : «quartier», «urbanité», «civilité», «coprésence et covisibilité», c'est-à-dire «l'épreuve de l'autre comme activateur de la conscience et du respect»; «requalification de l'espace public», «projet urbain», «réhabilitation du bâti», «liaison à la centralité», «interactions», «communication», «participation», «démocratie locale», «le quartier comme lieu commun où s'éprouve le monde» et où l'on «participe du sens commun»; «l'engagement en faveur de son prochain et/ou de l'environnement dans une association», l'association lieu «d'acculturation aux vertus civiques et aux valeurs de solidarité»; «la sociabilité locale en tant que pédagogie de la responsabilité, de la citoyenneté»... Ainsi le quartier est lu comme l'instance sociale de proximité où chacun devrait pouvoir éprouver concrètement l'ordre institutionnel au travers des services publics, mais aussi la force socialisatrice de la quotidienneté et de la réciprocité propres à un milieu stabilisé de vie : le quartier est censé être plus qu'une surface ou un support de vie, il est vu comme un opérateur d'interactions, un ancrage existentiel qui cristallise l'intersubjectivité. Il devient alors hypothétiquement le lieu du lien social.

Situation et substance

Les luttes urbaines des années 1970 faisaient du quartier un cadre subversif, un lieu de la contestation tous azimuts de «la société de consommation», c'est aujourd'hui le cadre d'une politique d'imprégnation. La notion de quartier est devenue porteuse d'un investissement intellectuel et affectif en termes d'espérances

sociales fondées sur la localité et la proximité en tant que valeurs : elles sont conçues comme des moyens pour produire du rapprochement cognitif et de l'ajustement comportemental. En outre, cette conception s'articule tant à la question gestionnaire récurrente (comment mieux cibler les politiques sociales et agir plus directement pour qu'elles soient moins coûteuses?), qu'aux hantises politiques du moment (face à la déréliction du monde contemporain, à « la crise des repères », comment reconstruire de l'appartenance sociale?). Ces questions, retraduites dans le domaine de la politique urbaine, se présentent sous la forme de l'action locale tendant à tisser le « lien social » et (r) établir le sens du « bien commun » grâce à l'accès à un espace public susceptible de transmettre l'impératif de la « considération » de son « prochain ».

Il s'exprime là un humanisme nouveau, un humanisme empirique, où les idéaux sont rabattus du genre humain à la communauté de base. S'agit-il d'une haine de l'abstraction faisant suite aux déceptions occasionnées par les modèles structurels et les grands récits historicistes? La définition même du politique, comme de ses outils techniques, au premier chef les notions de représentation d'intérêt général, de normativité et d'éthique de conviction, s'en trouve directement affectée. Cependant, quelque chose demeure des schèmes cognitifs antérieurs malgré l'importance des transformations, c'est le substantialisme.

Le quartier, élevé au rang d'échelon-sphère d'appréhension cognitive et d'intervention, n'est pas qu'un simple découpage géographique, il est aussi une substantialisation sociétale. Les utilisateurs du vocable « quartier » postulent que la chose qu'ils désignent ainsi dispose de manière homogène de propriétés essentielles lui conférant une identité propre et la dotant des attributs de l'entité (c'est-à-dire unité et totalité). Cette démarche consiste, comme le dit Wittgenstein, à penser qu'à un substantif correspond une substance. Il devient alors possible de saisir la chose de manière univoque, de la désigner par une dénomination qui est censée totaliser son être puisqu'elle récapitule ses propriétés et épuise ses caractéristiques, les subsume en une substance. En construisant une représentation unifiée et unifiante d'un quartier on peut faire dériver un certain nombre de prédicats préconstitués avec lesquels il devient normal de tenir un raisonnement type (qu'il est frappant de voir, après concertation, les mêmes notions utilisées et les mêmes actions proposées pour parler soit d'un secteur regroupant une classe ouvrière atomisée et au chômage, soit d'un secteur où se concentre une forte communauté malienne ou gitane, par exemple!).

Ainsi, en nommant « quartier » une fraction de territoire, on peut l'appréhender comme une donnée sociale définie par un espace physique, lui-même en retour qualifié et circonscrit par les comportements et les représentations de ses résidents, que l'on postule en

correspondance. On conçoit alors sur le mode de la naturalité l'existence de propriétés intrinsèques à un lieu et à une « population »⁵ érigée en tant que telle. Par cette opération circulaire qui consiste à décréter que le quartier (ou la « ville ») existe, et qu'en tant que fait existant il pose problème, ce problème devient alors justiciable d'une solution de quartier (ou de ville).

Plus, cette démarche procède d'un schème intellectuel commode : celui qui postule la constance du nominal, c'est-à-dire qui accorde les mêmes attributs à tous les faits (en l'occurrence à tous les sites) qui sont identiquement dénommés. Un fragment territorial étant ici appelé « quartier » peut être perçu et administré comme un autre fragment de territoire ailleurs appelé de la sorte puisque tous deux partagent la même dénomination. Plus encore, partant de là, la politique d'intervention peut penser avoir le devoir moral de concevoir une politique générale de quartier, comme elle peut penser avoir l'obligation institutionnelle de s'appliquer sur tous les quartiers et d'agir pour les faire tous bénéficier de cette politique (n'est-on pas passé de 20 « îlots sensibles » vers 1984 à 1400 vingt ans plus tard?). Par cette opération cognitive on ne considère ni la diversité de ses composantes sociales ni ses structures sous-jacentes. Ces opérations qui créent l'identité-entité du quartier en tant que quartier étant réalisées, ce dernier est érigé en catégorie d'analyse et d'action, à partir de laquelle une démarche prédéfinie va s'appliquer. Cette naturalisation-substantialisation, qui véhicule des prénotions et des jugements de valeurs stéréotypés, est ce qui rend certains secteurs géographiques justiciables d'une action publique standardisée. Il s'agit donc d'une opération discursive qui rend opératoire un vocable en l'instituant en tant que catégorie d'action politique.

Le quartier est alors conçu de façon institutionnelle (à bon ou à mauvais droit, c'est sans doute affaire de circonstances) comme un cadre sociologique pertinent et en conséquence efficace pour opérer sur le social⁶.

Certes, il y a bien quelque chose de récurrent dans les quartiers constitués par des grands ensembles HLM, c'est le fait d'être les produits d'une politique keynésienne et fordienne de développement des industries manufacturières et de constitution d'un salariat

5. Cf. les analyses de M. Foucault dans *Les mots et les choses*, sur la critique généalogique et épistémologique de constitution d'agrégats de sujets en « population » par les institutions publiques. Et si on récusé les analyses foucauldienne au nom de l'effet de la construction du monde social par les catégorisations sociales, c'est qu'on abdique tout idéal critique par une attitude de profond acquiescement à l'ordre matériel et symbolique.

6. Ajoutons qu'à cette opération de substantialisation concourt souvent cet effet de totalisation sociale que produit l'usage d'un total statistique ; mais c'est là une autre direction de recherche, même si un des arguments centraux de la critique des contrats de ville par les initiateurs du Pacte de Relance de la Ville était qu'il fallait faire retour à une définition plus « mathématique » des quartiers en difficulté pour savoir où concentrer les interventions publiques.

taylorisé. Cette phase historique étant passée, la belle cohérence entre procès de production et mode de vie qui caractérisait ces zones devient un facteur d'évident dysfonctionnement. Cependant depuis trente ans les populations ont été largement brassées, leurs ressources sociales et culturelles sont très variées et il est difficile de voir dans l'origine de ces quartiers un facteur ultime et constant de définition des habitants.

Individualisme et pragmatisme d'une pensée du quartier

Dans le domaine épistémologique, la critique du structuralisme⁷, la philosophie du sujet et la phénoménologie se diffusent. N'adhérant plus aux philosophies matérialistes et à l'anti-humanisme dominant dans les sciences sociales des années 1960-70, et notamment dans la sociologie urbaine d'alors, les sciences sociales actuelles développent une problématique qui privilégie la dimension concrète et vécue des problèmes sociaux. La phénoménologie conduit à focaliser sur l'expérience faite par les acteurs sociaux de leur immersion dans le monde. Ainsi le réel est analysé à partir du double souci de la compréhension des significations que les personnes attribuent à leur situation, et aux intentions qui les animent, aux réactions et aux significations qu'ils attribuent à leur situation. En conséquence la subjectivité et la situation se trouvent privilégiées : c'est au travers de l'expérience que fait le sujet de sa condition sociale et économique concrète dans sa vie quotidienne, dans l'espace de sa quotidienneté, que réside la (sa) vérité. Ces traits apparaissent comme autant de facteurs qui ont *de facto* autorisé et suscité la focalisation du regard sur l'échelle du local.

A partir de l'attention portée aux significations et aux intentions, on passe facilement à la définition d'une politique qui tienne compte des représentations, des affects et des motivations (ou démotivations) qui animent les personnes. Tout naturellement les raisonnements en termes de subjectivité et d'affects s'appliquent aussi bien pour constater que pour réformer.

Cette optique phénoménologique procède d'une méthodologie individualiste, mais il s'agit là d'un individualisme spiritualiste⁸ où le sujet est traversé de la conscience de l'existence des autres et gouverné par les normes de pensée et de comportement qui émanent de son histoire et du cadre de socialisation qu'il connaît. Ce nouvel inter-individualisme se trouve être en phase avec la redécouverte en France à la fin des années 1970 et au début des années 1980, de l'École de Chicago et avec l'interactionnisme symbolique, puis avec l'École de Palo Alto et les analyses de la communication, ainsi qu'avec la sociologie de la justification et des valeurs, avec l'économie des conventions, avec l'historiographie de la civilité de Norbert Elias, avec la philosophie politique américaine d'inspiration analytique. Ce qu'il y a

de commun à tous ces courants, par ailleurs fort disparates, c'est leur focalisation sur la subjectivité engagée dans un cadre relationnel. Après avoir rompu avec elle il y a plus d'un siècle, les sciences humaines font ainsi retour à la philosophie de la conscience.

En quoi celle-ci, sous la forme de la méthodologie inter-individualiste et des paradigmes pragmatique et herméneutique, conduit-elle à accréditer la problématique locale, et particulièrement l'échelle du quartier? En quoi ces schèmes conceptuels contribuent-ils à accréditer la localité en tant qu'instance et facteur d'effectuation de la vie sociale; et *a fortiori* du malaise socio-économique qui affecte la société française, particulièrement en banlieue?

Il s'agit d'une constellation de notions et de topiques qui convergent dans leurs postulats concernant l'existence d'une vérité du fait social et humain appréhendable au plus près de l'échelle des personnes, dans l'épaisseur concrète de leurs expériences, de leurs réactions à la situation qu'ils vivent.

Une telle perspective permet à nombre de chercheurs et de politiques d'affirmer que la condition d'habitant dans ces quartiers en crise, tout comme le développement de la nouvelle pauvreté urbaine, est de nature spécifique dans la mesure où la subjectivité de la personne qui souffre et se sent infériorisée est un puissant facteur d'explication, si ce n'est de cause, de l'exclusion, ou du moins de l'enfermement dans une spirale excluante. Ainsi parle-t-on de l'évolution d'une société d'exploitation vers une société d'exclusion, c'est-à-dire le passage d'une société hiérarchisée mais disposant de mécanismes, parfois conflictuels, d'intégration fonctionnelle, à une société qui pousse une part de la population à se voir comme « inutile au monde ».

De l'explication à la compréhension : le paradigme herméneutique

Mais peut-être n'est-ce pas seulement la crise économique et la montée de « la nouvelle pauvreté » qui ont imposé une restauration d'un humanisme spiritualiste (l'attention portée aux structures rend aveugles aux

7. Cf. Ferry et Renaut, *La pensée 68*, Paris, Gallimard, 1989.

8. Malgré toutes les différences et les irréductibilités entre les diverses orientations épistémologiques rencontrées, il existe un point de rencontre, mais aussi de tension, qui est lié à ce qu'il y a à la fois de commun et de différent dans les concepts de « sujet », de « personne » et « d'individu », chacun étant spécifié par une tradition intellectuelle en même temps qu'il est un facteur d'articulation entre ces traditions. En outre, les tenants de ces trois concepts s'allient dans les années 1980 pour rejeter l'hypothèse précédemment dominante faisant de la personne-sujet-individu un simple effet d'une structure qui le dépasse. Cette réhabilitation de la conscience ouvre la voie à une restauration de la responsabilité individuelle d'êtres concrets engagés dans le monde.

épreuves endurées par les personnes, accusèrent les propagandistes d'un retour à une philosophie du sujet)? Il existe d'autres facteurs, tel l'effondrement du mur de Berlin qui, faisant disparaître la problématique des ruptures révolutionnaires, revalorise forcément la question de l'action par ajustement, par production du consentement, en un mot, par réforme. Là aussi la problématique des voies et moyens de «l'action juste»⁹ se trouve réinjectée et logiquement la pensée se trouve conduite à se confronter à la question de ses propres références, et donc du sens. En effet, tenter de penser l'action c'est rencontrer la question des finalités de celle-ci, et pas seulement le problème des modalités.

Cette interrogation sur le «comment agir dans le monde» véhicule implicitement une philosophie du sujet conscient, volontaire et responsable de ses actes. Et réciproquement, un acquiescement à une philosophie du sujet, à une problématique herméneutique, se trouve projeté dans la pensée se rapportant à l'action, à l'identité de «l'acteur», à sa volonté et à ses normes de référence. Ainsi dans son texte «Approches de la personne»¹⁰, Ricœur définit la personne comme le fait d'un «homme parlant et narrateur, agissant en étant capable et responsable», imprégné d'un «éthos : il souhaite une vie accomplie, avec et pour les autres, dans des institutions justes» (p. 117). «Estime de soi et sollicitude (mouvement du soi vers l'autre, réciprocité qui institue l'autre comme mon semblable et moi-même comme le semblable de l'autre) qui s'éprouvent dans la relation de face à face» (p. 118) et par «l'engagement dans le monde».

Après la disparition des grands récits du progrès et de l'histoire, il devient clair que le domaine de l'éthique et de la philosophie pratique, inclus dans toute philosophie de l'action, se trouve propulsé sur le devant de la scène intellectuelle. Le travail «narratologique» proposé par Ricœur quête le sens que donnaient les personnes à leurs décisions et à leurs actes. Il cherche à reconstituer les justifications de leurs choix, à comprendre les références et les normes qui les guidaient. Cette optique insiste sur le rôle essentiel du sens pour les êtres humains¹¹, et de l'inscription de celui-ci dans un contexte donateur du sens. L'homme étant là conçu en essence comme un être de langage, c'est logiquement par la narration que son existence est censée émerger et c'est dans la narration que le sens même de cette existence est censée résider et se figer : les ateliers d'écriture, de «cuisine ou de danse ethniques» mis en place par certaines associations culturelles participent de cette conception narratologique où la personne doit s'exprimer pour redéfinir son identité.

On perçoit facilement alors quelle justification théorique à l'intervention immédiate et sur le terrain se trouve là avancée. Avec une telle conception de l'identité et de la parole, un travail de concertation-partici-



Les Mureaux.

pation avec les habitants est conçu comme une maïeutique, comme un travail d'accouchement de l'identité de soi-même en rapport avec l'identité du groupe des habitants. Ces démarches tendant à «impliquer» les habitants sont même parfois mises en pratique dans les quartiers avec comme but la définition par le groupe lui-même des règles et des valeurs qui vont permettre à chacun de «se définir», de «se connaître» et ainsi de «se faire reconnaître». La finalité étant de fournir à chacun des éléments de réponse aux deux questions

9. Cf. les travaux de J. Rawls dont on a beaucoup parlé alors, sur l'essence et les conditions de possibilité d'une société juste dans un contexte de démocratie libérale. Il faut dire que la France avait un important retard à combler en matière de philosophie politique du fait du poids de l'idéal révolutionnaire.

10. Dans le numéro de mars-avril 1990 d'*Esprit* portant, par ailleurs, sur le thème «A quoi sert le parti socialiste?».

11. Cette vision de l'homme, comme chez H. Arendt, insiste sur la quête éperdue du sens qui l'anime, tant pour ces auteurs la représentation de l'humanité est inquiète, doloriste, tant ils procèdent implicitement d'un spiritualisme chrétien – mais aussi juif si l'on se réfère à F. Rosenzweig, *L'étoile de la Rédemption*, souvent cité par P. Ricœur – où domine impérieusement la pulsion de l'âme vers le sens, c'est-à-dire «en dernière instance» vers la transcendence.

Qui suis-je et Que suis-je?

Outre l'animation locale, les disciples de Ricoeur nous invitent à cultiver l'espoir que cette autodéfinition réciproque de soi par le rapport de chacun à soi-même et par le rapport du soi de chacun à l'image



Plantation de fleurs par les habitants de Poissy.

qu'en ont les autres, et à croire en l'imposition dans la conscience de tous « d'une promesse » de fidélité à soi-même, vis-à-vis de laquelle on ne pourra déroger qu'au prix de la honte, c'est-à-dire en portant atteinte à l'estime de soi à laquelle nous renvoie la considération par les autres. Et c'est bien évidemment sur cette mécanique de l'intériorisation de ce qui en termes psychanalytiques s'appellent l'idéal du moi, le surmoi, la Loi et de ce qui en termes chrétiens s'appelle la conscience, que se fonde une ingénierie du social. Ne s'agit-il pas alors d'une reformulation, plus acceptable parce que réinjectée dans l'immanence du sujet, de la vieille thématique morale de la culpabilité?

Ainsi cette théorie articule identité et narration, narration et langage, langage et interlocution, interlocution et présence de l'autre, présence de l'autre et reconnaissance mutuelle, reconnaissance mutuelle et jugement, jugement et attitude morale, attitude morale et identité (le cercle est bouclé!). Les acteurs de la réhabilitation indiquent parfois explicitement leur inscription dans la problématique de la phénoménologie (Jean-Marie Delarue, dans *La relégation*, intitule un de ses chapitres « la considération de soi »).

Inscrire le sujet dans un milieu concret

Ce mode de lecture contribue à développer la thématique de l'intégration cognitive, subjective au microcosme constitué par l'environnement quotidien des acteurs sociaux. Corrélativement, monte sur le devant de la scène intellectuelle des valeurs procédant de la

conception libérale de la démocratie en ses expressions actuelles : le multiculturalisme et le néo-communautarisme (dont Ch. Taylor et M. Walzer sont les théoriciens¹² et qui sont souvent utilisés par les auteurs d'*Esprit*) et qui s'articulent bien avec le thème du local et du groupe de reconnaissance mutuelle, mais très mal avec les idéaux universalistes. Cette conjonction de tendances conduit les autorités publiques à réfléchir à une meilleure adaptation et efficacité de leurs politiques, dans une optique personnalisée remettant en cause le modèle républicain considéré comme trop abstrait et impersonnel.

Le problème de l'acculturation aux valeurs, aux normes ou aux conventions sociales devient alors la question de la production concrète de l'accord entre les sujets dans l'immédiateté des interactions sociales. En outre, c'est au sein d'une topique qui postule l'autonomie et la dimension symbolique du politique que se développe la question de l'intégration par intériorisation de la valeur de la Loi et du civisme. Et c'est au sein d'une théorie de l'homme libre et responsable, c'est-à-dire d'une théorie de la personne, qu'une réflexion de nature éthique et interactionniste a pu se développer. L'individualisme méthodologique, l'herméneutique et le versant pragmatique des sciences sociales se croisent et se marient alors à une philosophie morale humaniste, centrée autour du sujet transcendantal, et à une philosophie politique démocratique et procédurale¹³.

Les intellectuels réunis par *Esprit*, par la DIV, par Jean-Baptiste de Foucauld au Commissariat général au plan pour redéfinir une nouvelle politique sociale citent et sollicitent la phénoménologie pour élaborer une réflexion sur la crise du sujet contemporain; crise issue tant de l'exacerbation de l'individualisme dans les grandes métropoles, que de la décomposition des voies nationales et industrielles de l'intégration sociale. En conséquence nous vivons la crise d'une « société de travailleurs sans travail, c'est-à-dire privés de la seule activité qui leur reste [...] on ne peut rien imaginer de pire » (H. Arendt¹⁴), où « le sujet est fragile » et « le lien social », « le lien moral ou civique » et « la vie com-

12. Il faut rappeler que le mouvement « communautarien », qui en Amérique du Nord s'oppose aux « libertariens » c'est-à-dire aux ultra-libéraux purement individualistes, affirme à l'instar du républicanisme français l'existence d'un corps politique, mais il ajoute que celui-ci coexiste et s'enchevêtre avec une pluralité d'autres sphères d'appartenance et d'action pour les personnes.

13. L'énoncé procède d'une schématisation extrême et d'un rapprochement forcé, il faut bien le reconnaître, des différentes options épistémologiques et méthodologiques observées, et on pourra nous en faire reproche. Cependant le but de cette recherche fut moins de rendre compte et de faire valoir leurs droits, même légitimes, à toutes ces constructions épistémologiques, que de saisir en quoi elles participent, au corps défendant de leurs auteurs parfois, à un esprit du temps scientifico-politique ou scientifico-éthique dans lequel la notion de quartier, en tant que catégorie d'action politique, se fonde et se déploie.

14. *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961.

mune» sont menacés car les valeurs de la consommation et de l'hédonisme individuel ont laminé les capacités spirituelles des hommes. Il convient alors de rendre l'espoir en une «vie bonne» et le sens de «l'être-ensemble» (P. Ricœur), ce qui passe par «la restauration de la fonction première du politique», une fonction qui «permet aux hommes, par-delà la diversité, de se reconnaître mutuellement pour vivifier ensemble la cité» (H. Arendt).

La tentation de glisser de la problématique de la politique et de la *Polis* à celle de la civilité et de l'urbanité, du thème de la cité au problème des quartiers, de la sphère publique à l'espace public, de l'être-ensemble à l'association locale, de la reconnaissance réciproque aux rencontres de voisinage... était si forte que fort peu y ont résisté, acceptant de jouer le jeu de l'amalgame entre le social et le spatial, entre la ville et la société dans son ensemble. Et cela malgré les recommandations expresses de Paul Ricœur ou de Jürgen Habermas eux-mêmes, insistant sur le fait qu'ils ne parlent d'espace que de manière métaphorique et que l'intersubjectivité qu'ils visent transite essentiellement par les canaux modernes de communication ou par l'ordre institutionnel. Dans *L'espace public* (qui aurait dû être traduit par la sphère publique), dans *Théorie de l'agir communicationnel* et ses analyses du «patriotisme de la constitution», Habermas précise que le domaine de la connexion sociale et politique relève fondamentalement de la (télé) communication et pas de l'inscription spatio-temporelle. De même, dans *Soi-même comme un autre*, Ricœur dénonce l'utopie de la communauté conçue comme une extrapolation de l'amitié, de l'amour de son prochain, c'est-à-dire de l'homme concrètement proche et donc matérialisable dans un visage. Car il s'en suivrait un point de vue tendant à englober les institutions dans les relations humaines directes, et donc à résorber la politique par la morale. Or, à l'opposé de cette vision, Ricœur veut réintroduire la thématique de l'anonymat, de la relation non avec «son prochain mais avec chacun» au travers de l'expérience du «partage de la vie commune dans le cadre d'institutions justes»¹⁵. Il se méfie donc d'être compris comme un philosophe moral qui prononcerait des recommandations régissant les comportements humains dans les seules situations de simple coprésence physique (ce qu'il reproche d'ailleurs explicitement à Emmanuel Lévinas). Cependant, malgré tous ces avertissements, la valeur de paradigme qu'il accorde à la pragmatique du langage (le fait que l'on parle en situation d'interlocution, face à un autre locuteur, et que cet «engagement» dans la relation langagière importe autant à la production du sens que le contenu du discours) contribue à accréditer des représentations quasi tangibles de la relation humaine : on doit «agir en ayant conscience des effets de ses actions sur autrui, l'identité de la personne est le produit de l'enchevêtre-

ment des histoires», et notamment des histoires où «le soi se définit dans son rapport à l'autre»... Cette construction amène à imposer l'idée que le sujet, en constante élaboration et structuré par des impératifs moraux, n'existe que de son «inscription» dans un milieu concret où il éprouve, à la fois et corrélativement, l'identité et l'altérité, et par lequel par la «réitération» il s'imprègne des règles du jeu social et des aspirations justes.

Ainsi se disposent nombre de thématiques et de problématiques, qui irriguent continuellement les réflexions exposées dans les colonnes des revues intellectuelles et professionnelles, où les postures épistémologiques de type pragmatique et herméneutique sont utilisées dans le cadre d'une philosophie morale. Il en ressort un type de discours mi-scientifique, mi-politique dont on ne sait s'il est descriptif du réel ou énonciateur de l'avenir à établir et qui est très souvent repris par les chefs de projet de la politique de la ville, au moins quand ces derniers doivent trouver des justifications de principe à leurs actions.

Une part notable des intellectuels français ont alors vu dans le modèle aristotélicien (*l'Éthique à Nicomaque* reformulée par H. Arendt, P. Ricœur, M. Walzer, Ch. Taylor, J. Rawls, J. Habermas... et la *Rhétorique* reformulée par la phénoménologie herméneutique, la micro-sociologie pragmatique, les études de la communication et par la philosophie analytique américaine...) le moyen de reconstituer un nouveau cadre épistémologique de référence sur les ruines du structuralo-fonctionnalisme et de la pensée du soupçon anti-humaniste. Conjointement, les personnels politiques de gauche ne pouvant plus arguer du dépassement révolutionnaire du capitalisme se sont retournés vers une pensée réformatrice et localiste, où la base devient à la fois source du bien et moyen d'une action positive par micro-projets. Dans cette conjonction entre les tendances herméneutique et pragmatique des sciences sociales et les tendances réformatrices du monde politique, la base, le concret, le local servent de commun point de départ et de commune finalité. Il me semble possible d'affirmer que ce qui définit «la galaxie auto» (selon la formule proposée par Paul Rosanvallon : autogestion, auto-organisation, autoproduction, auto-développement...) c'est implicitement la représentation du monde social en termes de «milieu» (à la fois comme contexte et comme intermédiaire).

À une problématique du milieu découle logiquement une action de façonnage de l'espace physique (de «qualification» du lieu) et d'implication des acteurs locaux (médiation et participation), sous l'égide d'une vision rétroactive du temps (d'où la rhétorique en «re» : «réhabilitation», «requalification», «restauration

15. P. Ricœur, *Soi-même comme un autre*, Paris, Le Seuil, 1990.

tion de la socialité ou de la civilité», «régénération de la vie sociale», «rétablissement du rapport à la ville» et «reconstitution du lien social»...). Nous ne sommes plus dans un imaginaire progressiste, c'est-à-dire vectoriel, mais dans une configuration conceptuelle de type mésoscopique où le milieu joue un rôle de pôle de stabilité, ou même de fondation, sur lequel va s'appuyer une ingénierie de l'enracinement, de la reconstitution du sens perdu¹⁶.

Le quartier : un outil rhétorique pour narrateurs obligés

La notion de quartier, malgré ses approximations et ses imprécisions soulève une question : quelles sont les raisons qui rendent son usage à la fois si fréquent et prégnant dans la pensée et les discours, et en même temps si incertain et si peu problématisé? En effet, quand on demande aux acteurs de préciser son contenu ils commencent par lui dénier toute pertinence mais ils continuent cependant à en user continuellement. Résorber cette interrogation, c'est moins saisir le sens du mot «quartier» que de comprendre les raisonnements et les enjeux socio-professionnels dans lesquels il est inséré et dont il témoigne.

Ainsi, de par sa plasticité même, la notion de quartier se plie aisément aux différentes valeurs et aux diverses démarches qui se succèdent ou se superposent dans le domaine du travail social, ce qui lui assure une pérennité d'usage. Toutefois, sa congruence avec nombre de thématiques sociologiques, philosophiques et éthiques actuelles rend cette notion susceptible de servir de thème support au dialogue entre la recherche et l'action, entre la théorie et la pratique, entre le pouvoir central et les collectivités locales, permettant ainsi un jeu à somme positive pour les différentes catégories d'acteurs qui s'y adonnent. En outre, cette notion qui sert à faire référence à une dimension intermédiaire de la vie sociale, s'avère aussi nécessaire au maintien de la conception pédagogique et missionnaire (et pas seulement instrumentale) des services publics. La notion de quartier représente alors un outil commode de production en commun, par des acteurs appartenant à des mondes sociaux et institutionnels différents, d'un discours non contradictoire, cumulatif et convainquant (c'est-à-dire des propos produisant un effet de conviction vis-à-vis des auditeurs extérieurs, aussi bien que vis-à-vis de soi-même en tant que locuteur qui a besoin d'affirmer pour s'affirmer, de narrer et de se faire reconnaître pour agir).

Le quartier remplit donc aujourd'hui cette mission traditionnellement assignée aux notions relevant du spatialisme : il désigne à la fois un contenant (un territoire, une localité, une spatialité) et un contenu (une population perçue comme unitaire, dont l'unité de socialité ou de sociabilité procéderait à la fois d'une identité partagée, d'une régularité réelle ou potentielle

des pratiques), et des relations d'imputations réciproques entre eux.

Cependant, il faut ici nuancer notre propos : si ces imputations sont postulées, c'est parce qu'elles sont conceptuellement postulables. Et cela est possible du fait de la (con) fusion entre les caractères de contenant et de contenu, de forme et de sens, d'objet et de sujet... Mais cette fusion, à la racine de la pensée aménagée, est aussi un quasi-axiome des lectures phénoménologiques, pragmatistes et herméneutiques qui ont cours dans les sciences humaines aujourd'hui. Cette convergence n'est-elle pas due au fait que les sciences humaines qui collaborent à la production des discours socio-politiques, jouent un double rôle à l'égard des politiques publiques : en amont elles participent à la construction sociale des problèmes sociaux, en aval elles servent de justificatif à la mise en œuvre de ces politiques publiques.

De l'espace éducateur à l'espace agissant

Cependant, les imputations aujourd'hui postulées ne ressortissent pas au «spatialisme» tel qu'il pouvait exister dans l'imaginaire des acteurs de l'urbanisme des décennies passées¹⁷. Il était courant de penser que les effets de l'espace étaient directs, globaux, univoques (ce qui autorisait de penser le changement de la ville comme moyen pour changer la vie). Actuellement l'espace n'est plus guère conçu en termes d'induction, de modelage du social¹⁸. La spatialité est plutôt appréhendée à la fois comme une des composantes matérielles, constitutives du réel, et aussi comme une dimension «essentielle» de ce réel. Dans le cadre de la pensée phénoménologique, la seule réalité qui vaille socialement est celle qui est phénoménale, c'est-à-dire qui se manifeste de manière sensible au sujet qui lui attribue une signification. L'espace est imputé d'une signification ressentie dans laquelle se résume, du point de vue du sujet, tout le réel. Et par là, l'espace est crédité d'une capacité d'effectuation individuelle et interindividuelle. L'espace n'agit pas alors du dehors, en tant que cadre contraignant, «disciplinaire» et normalisateur des pratiques, mais du dedans, au niveau des consciences : conscience de soi et de son insertion dans le monde.

16. Cf. Ph. Genestier, « Sous les pavés les racines ? », *Espaces-Temps*, n° 42, 1989.

17. Sur le concept de « spatialisme », cf. Y. Chalas, « Le complexe de Noé », *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 42.

18. Sauf, peut-être dans les cas désespérés où les pouvoirs publics n'ont plus d'autres ressources que d'imputer une responsabilité forte à l'espace. Ce cas s'est présenté, au travers de l'usage de formules hyperboliques telles « urbanisme pathogène, criminogène », que l'on put entendre dans certains discours de M. Rocard, alors Premier ministre. Ce qui, soit conduit à détruire nombre de barres et de tours, soit amène un nouveau volontarisme urbanistique : « les grands projets urbains ».

Dans la conception spatialiste l'espace induisait la vie sociale car il configurait les modes de vie. Dans l'herméneutique, l'espace conduit et incite les comportements, il exerce une action faisant lire des symboles et ressentir les affects qu'il suscite.

Les acteurs qui ont aujourd'hui pour mission de gérer le social appliquent les notions d'identité locale, d'identification au site, au quartier ou à la cité, de mémoire du lieu... afin de construire une intelligibilité du malaise social qui affecte les grands ensembles. En cela ils spatialisent le social, cependant qu'ils y enracent la subjectivité. Ils décontextualisent le social par rapport aux déterminations économiques, politiques, culturelles, pour les territorialiser dans une localité où le facteur de la spatialité physique (forme, étendue, distance) est présumé agissant.

Et cette procédure de spatialisation est pour eux doublement nécessaire car, d'une part, la gestion localisée des problèmes sociaux ne peut pas ne pas spatialiser (un minimum de validité de leurs actions ne peut être conçu que si on attribue au local un certain degré de capacité de détermination ou de causalité, ou même de simple pertinence par rapport aux problèmes), et parce que, d'autre part, la gestion au plus près du terrain, par la négociation et l'implication présuppose à la fois que les facteurs holistes n'existent guère (sinon la gestion régaliennne détiendrait seule une légitimité) mais aussi que les visions purement individualistes, ne sont pas opérantes car sinon seul le domaine de la rationalité des échanges procéduraux et médiatisés mériterait d'être considéré.

Ainsi, dans l'interpénétration du contenant et du contenu, du lieu et du lien, du milieu et de l'action, du territoire et de l'identité... un discours commun s'établit en ce qu'il saisit la société selon le triple paramètre de sa spatialité, de sa concrétude et de sa signifiante. Cette hypostase vaut en ce qu'elle offre la possibilité d'une double énonciation positive : d'une part il est conceptuellement possible d'imputer à une action sur l'espace physique un effet de transformation des représentations, et donc des agissements, d'autre part il est possible du point de vue épistémologique et idéologique de préférer des paroles encore porteuses d'une vision du collectif, même s'il s'agit d'un collectif réduit au local. Fils de la crise du holisme national et classiste, le quartier et la ville deviennent les topos d'une nouvelle, et modeste, rhétorique holiste de substitution.

Le quartier ou comment sauver un idéal du collectif

Aujourd'hui l'extension des régulations par le marché et l'expansion de la sphère du droit privé déposent les autorités constituées politiques, administratives, scientifico-techniques, des clés du social. Face à cette rupture du substrat épistémologique et épistémolo-

gique traditionnel de la République (un substrat existant de manière effective depuis 1900 environ, c'est-à-dire quand apparut la sociologie durkheimienne concomitamment à la théorie de l'État comme ensemble de services publics), il demeure une obligation d'agir qui passe soit par une crispation quasi réflexe sur les principes, soit par une action « de terrain ». En fait, le discours tente de concilier ces deux options en développant une catégorie intermédiaire, celle « d'intermédiation » dont une des figures possibles est le quartier. Ainsi, dans le cheminement des politiques publiques du modèle régalienn vers le modèle procédural, de l'idéologie interventionniste à l'ingénierie incitative ou animatrice, il ne s'agit pas que de réformer les modalités de l'action politique, il s'agit peut-être aussi de sauvegarder, en les amendant à la marge, les catégorisations clivantes du monde qui ont régulé depuis fort longtemps l'entendement français : le politique et le social, le public et le privé, la procé-



Les Mureaux.

ture et la substance, le temporel et le spirituel, l'individuel et le collectif...

Le transfert de la conception de l'espace comme cause, de l'échelle nationale à l'échelle locale, s'effectue pour de multiples raisons : la montée des classes moyennes entraîne la baisse de la crédibilité et de l'acceptabilité de l'attitude souveraine de la puissance publique (prétendant incarner la souveraineté populaire et définir seule, par une attitude surplombante, la volonté générale), à laquelle s'associe la crise des moyens budgétaires empêchant la poursuite d'une politique d'élévation globale du pouvoir d'achat et de redistribution sous forme de biens de consommation collective. De cette émancipation de la société civile, corrélée aux frustrations occasionnées par un ralentissement du pouvoir d'achat et des transferts, découlent les exigences de décentralisation ou de moindre régle-

mentation des mœurs. Il s'en est suivi un acquiescement, maussade ou enthousiaste, de la part des élites politiques à une conception libérale, décentralisée, déconcentrée, négociée, partenariale, contractuelle et contextuelle de la démocratie.

Cependant, cette détermination matérielle s'articule au cours des années 1980 à une tendance de la pensée morale, retrouvant une audience du fait des crises du matérialisme, des grands récits et de l'extension de l'individualisme. Ainsi se trouve projetée sur le devant de la scène une philosophie sociale qui perçoit «la condition de l'homme moderne» (H. Arendt), et plus encore de l'homme de la société postmoderne, sur le mode de l'entropie, de l'atomisation, de la dissémination. A la pensée régaliennne et souverainiste des adeptes d'une politique d'édification du social vient s'adjoindre une pensée morale et doloriste, qui voit dans l'émancipation individualiste une déréliction. Ces deux courants de pensée, depuis longtemps antagonistes, se retrouvèrent pour répondre au double défi (crise matérielle de la politique régaliennne et crise morale du fait de l'individualisme), en adoptant le local, la société civile, l'autogestion, la production par le bas du «lien social»... comme figures à la fois d'optimisation et de rédemption. Tel fut l'imaginaire de la deuxième gauche, loca-

tractions d'un ordre purement institutionnel et formel se révélant inefficace et contre-productif. Ni atomisé dans un ordre libéral pur, ni réduit à un élément interchangeable au sein d'une collectivité nationale impersonnelle, ni même rendu à sa communauté d'appartenance traditionnelle, le sujet en son quartier, membre des réseaux et des associations de proximité qui y existent (ou devraient y exister), se trouve inséré dans un collectif, dans une «mayonnaise sociétale» que l'on agit localement pour qu'elle «prenne».

Certes, ce quartier en tant que collectif est réduit, mais il excède – au moins en théorie – l'aire des appartenances héritées, et de ce fait il diffuse et concrétise les valeurs et les vertus du «vivre-ensemble», il instaure «une surface d'expérience», base d'élaboration «d'un sens commun», «d'un horizon d'attentes»...

Le quartier : un moyen pour de multiples articulations

Si la figure cognitive et rhétorique du quartier a connu une telle faveur, c'est parce qu'elle présente cette qualité spécifique et exceptionnelle de permettre l'articulation entre de multiples antinomies qui pourtant structurent la réflexion dans le domaine de la gestion sociale. Elle concilie, par exemple, l'État et la société civile, le domaine de la vie privée, libre et aut centrée, et la sphère de la vie publique. Elle permet la coexistence dans un même discours de l'universalisme et du multiculturalisme, des options individualistes méthodologiques et des idéaux holistes, des valeurs démocratiques libérales et des valeurs de bien commun et de salut collectif. Elle offre la possibilité de bâtir un argumentaire convoquant tout aussi bien le modèle du développement endogène que le rôle structurant des services publics. Elle permet d'articuler les vertus de l'autogestion ou de l'entraide et la thématique centralisée de la redistribution. Elle est congruente tant avec les solidarités de base qu'avec les prestations institutionnelles.

Dans le rapport d'opposition qui fait osciller aujourd'hui le discours politique entre une invocation du paradigme providentiel, où les appartenances primaires sont *de facto* récusées, et une incantation sur le thème des solidarités primaires, de leur capacité palliative et sur leur meilleure adaptation aux problèmes concrets, on a l'impression que la rhétorique officielle, par gros temps, fait feu de tout bois. En usant de la figure du quartier la pensée institutionnelle semble surtout chercher à échapper aux irréductibilités de principes qui présidaient aux raisonnements des décennies antérieures. Et, vis-à-vis des populations destinataires, elle tente de concevoir et d'appliquer des politiques publiques cherchant à retrouver un minimum de crédibilité. Pour atteindre ce double but, l'idée s'impose d'elle-même que c'est en gérant «au plus près», «sur le



Garges-les-Gonesse.

liste, «quartieriste», qui trouva dans la crise urbaine sa concrétisation dans les DSQ et le DSU.

La thématique du quartier représente alors une figure (une des seules possibles) où, tout à la fois, le sujet n'est pas abandonné à l'ordre des appartenances et des obligations communautaires et où, cependant, il ne se trouve pas seul, livré à lui-même dans un système purement individualiste. Il s'agit donc que le sujet puisse se garder sur sa droite du poids des traditions qui étoufferaient son émancipation, et qu'il puisse également se garder sur sa gauche afin d'échapper aux abs-

terrain» (c'est-à-dire de manière réactive, itérative et guidée par l'aval) que l'on trouvera, si ce n'est le plus grand acquiescement général, du moins la moindre résistance ou hostilité.

Ainsi, la notion de quartier apparaît comme une formulation mi-récurrente mi-renouvelée du paradigme écologique (c'est-à-dire l'espace conçu, en sa matérialité physique et/ou en sa charge symbolique, comme un creuset social). Elle constitue alors tant une métaphore du bien (le quartier chaleureux) et du mal (le quartier difficile, «ghettoisé»), qu'un euphémisme appliqué à la condition socio-spatiale du nouveau prolétariat, ainsi qu'une figure métonymique du social et de la société civile portée par une conception quelque peu désenchantée de l'imaginaire politique. En effet, on a là l'expression d'une conception où le politique, vidé de son *aura* instauratrice et institutrice du social, se rabat sur la problématique éthique. Il est alors normal qu'il conçoive son action sur le mode de l'intériorisation par les populations «à la dérive» des règles et des normes du jeu social : sens du «respect», «de la responsabilité», du «bien commun», de la «civilité», du «civisme», de «l'urbanité»... Ce qui rend possible cette alliance d'une pédagogie du comportement et d'une catéchèse de la

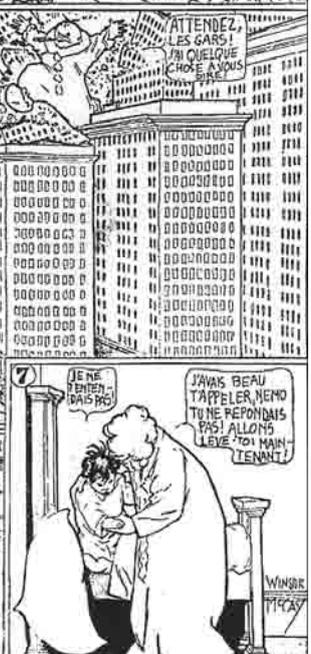
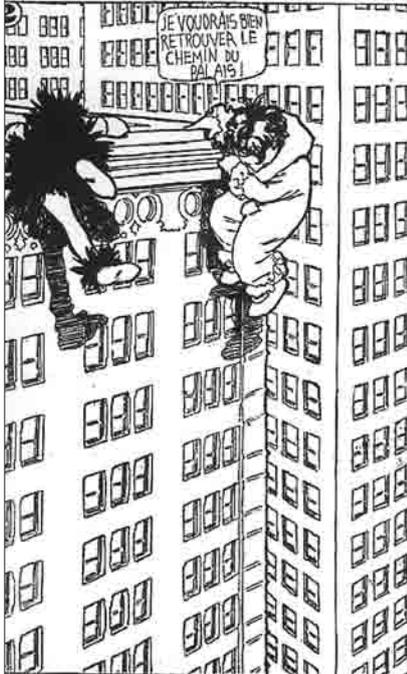
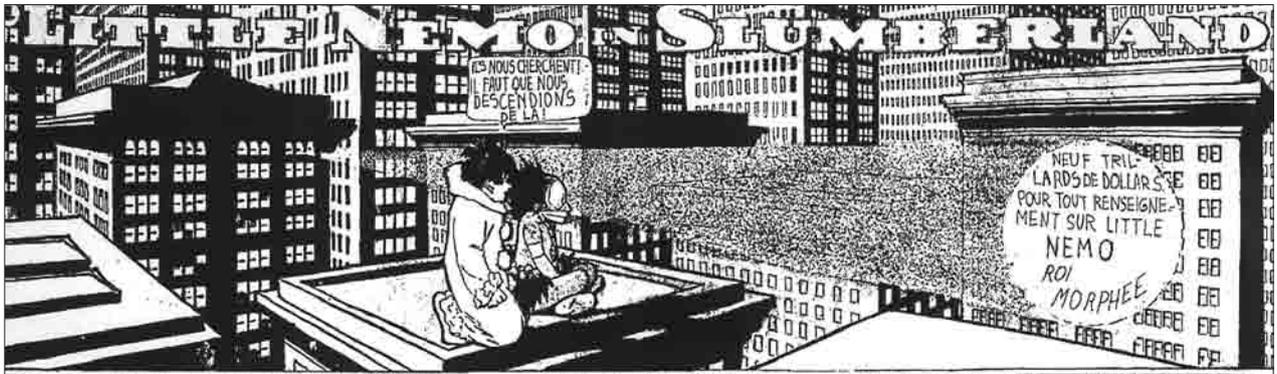
culpabilité, c'est un schème théorique basiste, élémentariste et fonctionnant sur le mode de l'extension par cercles concentriques, par capillarité, de proche en proche. Selon lui, en associant la thématique récurrente dans les sciences sociales actuelles de «la force des liens faibles», à une mécanique de «l'interaction» dans «l'espace public», on aboutit à l'établissement d'une «intersubjectivité pacificatrice».

Mais la notion d'intersubjectivité pacificatrice, si fréquente dans les discours sur la ville, relève surtout de l'incantation et, de ce fait, manque singulièrement de pertinence pour gérer les espaces les plus affectés par la crise de l'emploi taylorien¹⁹.

Philippe Genestier

19. Les lecteurs qui aimeraient entrevoir une alternative sont invités à se reporter à : Ph. Genestier, «Pour une intégration communautaire», *Esprit*, 1989; «Quel avenir pour les grands ensembles?», *Ville, exclusion, citoyenneté*, éd. Esprit, 1993; «La banlieue au risque de la métropolisation» et «Intégration, socialisation, au-delà du mythe républicain», *Le Débat*, Gallimard, nos 80 et 82, 1994.

Philippe Genestier, Architecte-urbaniste de l'État, est chargé de recherche à l'École nationale des ponts et chaussées, dans le laboratoire «Théorie des mutations urbaines» (CNRS, UMR n° 4375) où il développe une analyse épistémologique des savoirs de l'urbanisme. Il a dirigé en 1996 la publication de l'ouvrage *Vers un nouvel urbanisme. Faire la ville, pour qui, comment?*, éditions de La Documentation française et a publié en 1997, avec J.-P. Gaudin et F. Riou, *La ségrégation : aux sources d'une catégorie de raisonnement*, éd. Recherches, Ministère du logement. En outre, il enseigne les politiques publiques à l'École nationale des travaux publics de l'État et l'histoire de l'urbanisme à l'Université de Paris X.



WINGAR
1964